**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS :** **TCHAD**

**TYPE DE RAPPORT : ANNUEL**

**ANNEE DE RAPPORT : novembre 2021**

|  |
| --- |
| **Titre du projet : Appui à la participation citoyenne des jeunes et des femmes à la gouvernance locale et à la consolidation de la paix au Tchad****Numéro Projet / MPTF Gateway:**  **PBF/IRF-284: 00113491** |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”) :** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire :**       | **Type et nom d’agence récipiendaire :**  **UNICEF (Agence Coordonnatrice)** **PNUD** **HCDH** **PAM**  |
| **Date du premier transfert de fonds :** 18 décembre 2018**Date de fin de projet :** 30 juin 2022 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?** Non |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse [ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire) :** **Agence récipiendaire Budget** UNICEF $ 1 229 430PNUD $ 891 310HCDH $ 471 460PAM $ 898 800 Total : $ 3 491 000 Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : **70%**\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\* **Budgétisation sensible au genre :**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : **US$** **1 382 350**Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : **US$** **1 025 404.36**  |
| **Marquer de genre du projet :** **Marquer de risque du projet :** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area ») :** * Domaine prioritaire N° 2 et particulièrement : (2.2) Gouvernance démocratique ; **(2.3) Prévention/gestion des conflits**.
* Le cas échéant, le résultat de l’**UNDAF** auquel le projet contribue : **Résultat 3 : Gouvernance Paix et Sécurité (Effets 6, 7) et Résultat 4 : Protection sociale, Gestion des crises et Durabilité (Effet 4)**
* Le cas échéant, **Objectif de Développement Durable** auquel le projet contribue : **ODD 16** (Justice et Paix).
 |
| **Préparation du rapport :*** Rapport préparé par : Francis Ndem, Chef de section Education, UNICEF au Tchad.
* Rapport approuvé par : Jacques Boyer, Représentant, UNICEF au Tchad.
* Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : Oui
 |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

**Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel, etc.) *(limite de 1 500 caractères) :***

Les activités décrites dans ce rapport ont été réalisées de juin à octobre 2021. Il s’agit de la poursuite des activités (i) d’appui technique et financier au Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection de la Petite Enfance pour l’organisation des ateliers préparatoires en vue de la validation du PAN 1325 ; (ii) l’organisation des compétitions théâtrales communales d’une durée de 15 à 25 minutes sur les droits humains et la cohabitation pacifique ; (iii) la tenue du forum multisectoriel pour la participation des femmes et des jeunes au développement local ; (iv) le renforcement de l’environnement pacifique favorisant la cohabitation intercommunautaire, à travers les dialogues communaux, les causeries éducatives, les visites à domicile, les cafés-genre, organisés par les Promoteurs de la Paix au niveau Communautaire (PPC), et (v) l’appui technique et financier aux jeunes formés sur les petits métiers qui leur a permis d’acheter des kits pour réaliser les activités couturières, mécaniques et maraichères.

Ces activités ont été mises en œuvre grâce à l’engagement de 484[[1]](#footnote-2) leaders administratifs et communautaires (129 hommes, 181 femmes, 109 jeunes hommes et 65 jeunes femmes) ; 460 [[2]](#footnote-3)responsables des associations de femmes et de jeunes (272 jeunes hommes et 188 jeunes femmes). Par ailleurs, 18 430[[3]](#footnote-4) personnes (5 175 hommes, 5 999 femmes, 3 896 jeunes hommes et 3 360 jeunes femmes) à N’Djaména, à Bol et à Moundou ont bénéficié des actions de sensibilisation sur la prévention et la gestion pacifique des conflits et la cohabitation pacifique. Cette campagne s’est déroulée à travers des causeries éducatives, des visites à domicile, l’appui des bureaux d’aide juridique, des cafés-genre et des représentations théâtrales communales.

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films *(limite de 1 000 caractères) :***

Une demande d’extension sans coût du projet jusqu’au 30 juin 2022 a été acceptée en octobre 2021, et permettra de réaliser les interventions suivantes :

* La poursuite de l’appui technique et financier au Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection de la Petite Enfance afin d’organiser des ateliers préparatoires pour la validation du plan d’action national sur la résolution 1325 ;
* La poursuite des activités de communication de proximité visant à promouvoir la consolidation de la paix et la participation citoyenne par les Promoteurs de la Paix au niveau Communautaire (PPC), les membres des APE, et les réseaux communautaires de protection des droits humains ;
* L’organisation d’un tournoi mixte de football dans les 10 arrondissements de N’Djaména visant à promouvoir la cohabitation pacifique ;
* L’organisation à Bol d’une activité culturelle autour de la participation des jeunes et des femmes aux instances communales, et de plaidoyer auprès des personnes influentes pour une meilleure intégration des jeunes et des femmes déplacés internes ;
* L’organisation de la réunion du comité technique et présentation du Plan de Travail Annuel (PTA) 2022.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

**Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. *(Limite de 1 500 caractères) :***

Au niveau institutionnel, les bureaux juridiques mis en place grâce à ce financement sont reconnus par les autorités judiciaires des localités d’intervention. Ces bureaux travaillent en synergie avec le système judiciaire à Bol, Moundou et N’Djaména et sont mis à contribution dans l’alerte, la prévention et la résolution pacifique des conflits intercommunautaires.

Au niveau social, les plateformes communales, du fait de leur dynamisme et composées majoritairement des jeunes hommes et jeunes femmes, font partie intégrante des plateformes communautaires à Bol et à Moundou. Elles sont sollicitées systématiquement par les autorités communales et provinciales pour toutes les activités d’intérêt public (participation au diagnostic du plan de développement communal de Moundou ; participation au fora du leadership des jeunes ; participation à la campagne de prévention et engagement communautaire pour le respect des mesures barrières et la promotion de la vaccination contre la COVID-19, etc.). Elles appuient également des structures d’encadrement des jeunes hommes et femmes dans l’affirmation du leadership local de ces derniers. A ce jour, 3 676 jeunes (1 181 adolescentes et 2 495 adolescents) (de ces plateformes ont vu leurs capacités renforcées sur (i) les techniques de plaidoyer public ; (ii) les techniques de communication de proximité ; (iii) le leadership.

**En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des web links à la communication stratégique publiée. *(Limite de 2 000 caractères) :***

En octobre 2021, un forum multisectoriel focalisé sur le plan de développement communal organisé à Moundou avec la participation de 205 acteurs (18 hommes, 74 femmes, 85 jeunes hommes et 28 jeunes femmes) membres des associations des femmes et des jeunes parties intégrantes de la plateforme communale ont passé en revue le bilan de ce plan. En présence du Secrétaire Général de la province du Logone Occidental, du maire de la commune et ses deux adjoints, les participants ont relevé publiquement le népotisme, le manque de la transparence, le faible niveau d’implication des femmes et des jeunes dans la gestion communale et le refus de rendre compte aux populations locales de la gestion communale. Le plan communal élaboré depuis 2014 semble inadapté au contexte actuel de cette commune. L’objectif du forum communal s’inscrit dans le cadre du renforcement de la gouvernance locale pour favoriser une participation des femmes et des jeunes dans la gestion de la commune. Ainsi, à l’issue du forum, les participants ont recommandé l’augmentation de la représentation des femmes et des jeunes dans l’équipe dirigeante de la commune et la tenue régulière des réunions publiques. Satisfait de la tenue du forum et des propositions faites par les participants, Tchouzebe Basile Sidang, nouveau secrétaire général de la province du Logone Occidental, affirme : *« le développement d’une localité est impossible sans la participation inclusive des forces vives que sont les femmes et les jeunes. Aussi, désormais, la plateforme communale de Moundou sera mise à contribution pour tous les sujets de développent de Moundou et elle sert désormais d’exemple pour les autres communes de la province du Logone Occidental ».*

# Lien vers l’histoire d’intérêt humain « Le chemin de la paix passe par la formation professionnelle » : [cliquez ici](https://www.unicef.org/chad/stories/le-chemin-de-la-paix-passe-par-la-formation-professionnelle)

**La revue des médias sociaux (Facebook et Twitter) est annexée à ce rapport.**

**Partie II : Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin : janvier-juin ; pour les rapports de novembre : janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1 : L’environnement légal favorable contribue à la participation des jeunes et des femmes à la gouvernance locale pour la consolidation de la paix**

**Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :**

**Résumé de progrès :***(Limite de 3 000 caractères)*

Pour le renforcement de l’environnement institutionnel en vue de la participation accrue des jeunes et des femmes à la prise de décision au niveau local, plusieurs fora ont été organisés avec l’appui du partenaire Catholic Relief Services et la Commune de Moundou. Le premier pool des fora s’est tenu du 9 au 25 août 2021 et a porté sur le leadership et l’encouragement des jeunes à la participation aux futures élections. Ces fora ont réuni 410 jeunes (247 adolescents et 163 adolescentes) à Moundou, à Bol et à N’Djaména. En octobre 2021, le forum communal organisé à Moundou a permis aux 205 acteurs (18 hommes, 74 femmes, 85 jeunes hommes et 28 jeunes femmes) membres des associations des femmes et des jeunes, qui font parties intégrantes de la plateforme communale, de participer aux diagnostics publics sur la gestion de la commune de Moundou; et de proposer des stratégies pour la prise en compte des composantes genre, la participation des jeunes et des femmes et la transparence dans la gestion publique dans l’élaboration du nouveau plan de développement de ladite commune.

Durant la période de juin à octobre 2021, 8 444 personnes (2 058 hommes, 2 979 femmes, 1

687 jeunes hommes et 1 720 jeunes femmes) ont été sensibilisés par les pairs éducateurs et les membres des réseaux communautaires, à travers des causeries éducatives et des visites à domicile sur la prévention, la résolution pacifique des conflits, l’écocitoyenneté, la gestion participative et équitable des ressources foncières, la promotion de l’enregistrement des naissances et la prévention contre les violences basées sur le genre (VBG). Enfin, les trois bureaux d’aide juridique mis en place à N’Djaména, au Lac et à Moundou en synergie avec les bureaux de protection et de promotion des droits humains et la cohabitation pacifique ont été sollicités par 99 personnes (58 hommes, 32 femmes, 1 garçon et 8 filles) pour des services d’aide juridique dans les villes de Moundou, N’Djaména et Bol de janvier à octobre 2021.

Pour permettre la réalisation des activités préparatoires en vue de la validation du PAN 1325, un appui technique et financier a été offert au Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection de la Petite Enfance en octobre 2021. Les activités de sensibilisation sur cette résolution ont continué à travers l’organisation des compétitions théâtrales de 15 à 25 minutes ; la réalisation de 6 émissions interactives intitulées “cafés-genre” de 30 à 45 minutes sur la période de juin à octobre 2021 avec les radios communautaires de N’Djaména (FM Oxygène, La Voix de la Femme), de Moundou (Kar-Uba et Bonne nouvelle) et du Lac (Kadaye), auxquelles ont participé 180 leaders et spécialistes en genre (53 hommes, 75 femmes, 23 jeunes hommes et 29 jeunes femmes).

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(Limite de 1 000 caractères)*

Dans le but de créer un environnement favorable à la participation des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix, les principales activités ont porté sur l’appui technique et financier au Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection de la Petite Enfance. Ce financement permettra à ce Ministère d’organiser des ateliers préparatoires participatifs et inclusifs et avoir l’implication et la participation des femmes et des jeunes au moment de la validation du PAN 1325. De même, la tenue des fora focalisés sur le leadership, l’encouragement à la participation inclusive aux futures échéances électorales à tous les niveaux à Moundou, Bol et N’Djaména, et le forum communal diagnostic de Moundou, ont offert des espaces de participation citoyenne aux femmes et aux jeunes représentant plus de 60% des participants à ces évènements.

**Résultat 2 : Les autorit****és, les acteurs locaux et la communauté en général, les jeunes femmes et hommes, les femmes sont sensibilisées et mieux outillées pour être les agents catalyseurs de la culture de paix, la résolution pacifique des conflits intercommunautaires, le brassage intercommunautaire et la consolidation de la paix**

**Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :**

**Résumé de progrès :***(Limite de 3000 caractères)*

Pour la communication de proximité afin d’induire un changement de comportement, la plateforme des acteurs locaux de sensibilisation instaurée au début du projet a été mise à contribution. De juin à octobre 2021, la plateforme des acteurs locaux (membres des réseaux communautaires de protection des droits humains, les promoteurs de la paix au niveau communautaire) a organisé plusieurs causeries éducatives et des visites à domicile sur la prévention et la gestion pacifique des conflits communautaires. Ces visites ont permis d’informer 7 213 personnes (2 543 hommes, 2 313 femmes, 1 526 jeunes hommes et 831 jeunes hommes) à Moundou, à Bol et à N’Djaména.

Les débats inter-communes animés par les membres des plateformes communales ont permis d’atteindre 2 773 personnes dont 574 hommes, 707 femmes, 683 garçons et 809 filles à Moundou et à Bol de juillet à octobre 2021.

Enfin, en juillet 2021, 50 jeunes à N’Djaména ont été formés en gestion des activités génératrices de revenus (AGR). Depuis le démarrage du projet, 200 jeunes dont 118 filles ont été formés pendant trois mois en couture (10 garçons et 94 filles), en mécanique (51 garçons et 4 filles) et en culture maraîchère (21 garçons et 20 filles), et constitués en association par métier. Le projet a également soutenu techniquement et financièrement de ces 200 jeunes pour favoriser leur autonomisation et accroître leur participation au développement économique de leurs communautés. Ces jeunes constitués en groupe par catégorie d’activités exercent actuellement leurs métiers à Moundou, Bol et à N’Djaména. L’impact de ces activités sur leur autonomisation et intégration communautaire, ainsi que leur contribution au développement socio-économique et à la consolidation de la paix, sera évalué à la fin du projet en mai 2022.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1 000 caractères*)*

Pour favoriser la durabilité des activités axées sur la participation des jeunes et des femmes à la gouvernance locale, le projet s’appuie sur les acteurs locaux engagés dans la planification, la mise œuvre et le suivi des activités. Ces acteurs sont, entre autres, les gouverneurs, les chefs traditionnels, les chefs religieux, les maires, les membres des réseaux de protection des droits humains et des plateformes communales, les promoteurs de la paix au niveau local. Ces acteurs sont mis à contribution dans la collecte des données pour l’élaboration du PAN 1325, la participation aux ateliers préparatoires de la validation du PAN 1325, l’organisation des fora sur le leadership jeune et la participation aux futures échéances électorales au niveau local. Les plateformes locales mises en place pour la mobilisation sociale, animées par les jeunes et les femmes, promeuvent les notions de dialogue intergénérationnel et d’égalité des sexes.

En juillet 2021, pour appuyer la pérennisation des interventions, le projet a encouragé les meilleures initiatives locales pour la consolidation de la paix en récompensant les meilleurs projets présentés par les jeunes de N’Djaména, Bol et de Moundou. À cet égard, 5 lauréats sur 18 projets/initiatives sur la cohabitation pacifique à l’école et la communauté, ainsi que l’autonomisation des jeunes hommes et femmes, présentés par les jeunes, individuellement ou en groupe, ont été appuyés techniquement et financièrement dans les localités couvertes par le projet.

**Résultat 3 :** **La coordination et communication autour du portefeuille PBF facilite l’atteinte des résultats attendus, à travers une orientation stratégique et un cadre de suivi et évaluation renforcés.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Le Secrétariat du PBF, mis en place en 2019, a effectué son travail quotidien de coordination du portefeuille et d'appui au bureau du coordinateur résident en collaboration avec les autres membres de l'équipe de consolidation de la paix du BCR. Le portefeuille PBF au Tchad comprend 14 projets dont 5 déjà clôturés et 9 en cours incluant le projet régional avec le Cameroun et le Gabon ainsi que trois nouveaux projets en phase de démarrage, à savoir (1) un projet d'appui à une transition institutionnelle et politique inclusive et apaisée ; (2) un projet d’appui à la mise en place d’un Observatoire de la Promotion de l'Égalité et de l’Équité de Genre (OPEG) ; ainsi qu’une (3) initiative visant la prévention et gestion pacifique des conflits éleveurs-agriculteurs dans les provinces de Ouadaï, Salamat et Sila.

Le 9 avril 2021, un arrêté ministériel portant création du comité de pilotage du PBF a été signé. Depuis lors, le COPIL n'a tenu aucune réunion en raison des moments difficiles que le Tchad a traversés notamment les élections, le coup d'État et la situation incertaine et sécuritaire qui a suivi ces événements. Le secrétariat du PBF travaille conjointement avec le Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale pour organiser la réunion du comité de pilotage du PBF coprésidé par le Ministre et la Coordonnatrice Résidente du système des Nations Unies, avant la fin de cette année.

Le Secrétariat du PBF en collaboration avec le gouvernement tchadien, l’équipe pays et le RCO, a pu mobiliser un nouveau financement de $9M (trois projets ci-haut mentionnés) pour soutenir les efforts du système des Nations unies dans son processus d’accompagner la transition et en particulier l'organisation du dialogue national inclusif. Le financement de cette année vise également la prévention et la gestion pacifique des conflits éleveurs-agriculteurs dans l’est-sud du pays, ainsi que l’appui à la mise en place d’un observatoire national du genre.

Le secrétariat a tenu plusieurs réunions de consultation et de renforcement des capacités avec les organisations de la société civile, les agences des Nations Unies et les points focaux des ministères impliqués dans les projets PBF au Tchad. Des réunions semestrielles de coordination du portefeuille ont eu lieu. Ces réunions ont permis de mobiliser les nouveaux investissements PBF mentionnés ci-dessus, d'améliorer la qualité des rapports et la visibilité du fonds et d'accélérer la mise en œuvre et l'exécution du budget qui était un grand souci pour la période précédente.

En termes de suivi, le Secrétariat a travaillé conjointement avec les agences et le gouvernement pour organiser et réaliser des missions conjointes sur le terrain. L'exemple est la mission de cadrage réalisée dans les provinces du Mayo-Kebbi Est et Ouest dans le cadre du projet régional avec le Cameroun et le Gabon et la mission réalisée à l'est dans la province de Wadi-Fira. Ce dernier s'inscrivait dans le projet « Prévention et gestion des tensions intercommunautaires par un meilleur accès et une gestion rationnelle des ressources naturelles ». Tout au long de cette mission, les discussions ont porté sur les stratégies de pérennisation des acquis du projet, le plan d'accélération de l'exécution des activités restantes durant la période de prolongation jusqu'en mai 2022, le caractère conjoint du projet, la visibilité du fonds et l'intégration des femmes et des jeunes. D'après les observations des membres de la mission et les témoignages des différents acteurs et bénéficiaires locaux, les réalisations du projet sont satisfaisantes.

Concernant l'évaluation, les trois évaluations finales des projets clôturés ont été finalisés et les rapports finaux intégrant leurs conclusions sont attendus avant fin novembre pour procéder à la clôture opérationnelle.

En termes de communication et de visibilité, hormis les réalisations des agences bénéficiaires du fonds, le secrétariat n'a pas fait grand-chose en raison du poste de responsable qui reste vacant.

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi :** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)Un plan de suivi-évaluation du projet est en place dans chaque agence. Toutes les agences partagent les données avec l’agence Lead pour la consolidation. Une fois le rapport consolidé, le secrétariat PBF au Tchad valide ledit rapport avant de le télécharger sur la plateforme (Gateway).Les missions conjointes sont planifiées pour le mois de décembre 2021. | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? OUILe projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? Non. |
| **Évaluation :** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ?Non | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire) : US$ **66 200**Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)* : N/A |
| **Effets catalytiques (financiers) :** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur : Montant ($) : N/A.  |
| **Autre** : Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires ? (Limite de 1500 caractères) | Pour limiter la propagation de la COVID-19, les principales activités ont été réalisées dans le respect des mesures barrières, notamment la sensibilisation de proximité en petit groupe (moins de 50 personnes), la distanciation physique, le lavage régulier des mains au savon et le port obligatoire du masque. Enfin, initialement planifiée pour le mois de juillet 2021, la mission de suivi des activités des jeunes formés en couture, mécanique et culture maraichère est reprogrammée pour le mois de janvier 2022. Ce report est dû à la mise en place d’une nouvelle équipe au sein de la direction de la formation non formelle. L’appui permettra un accompagnement technique et si possible de renouveler leurs équipements de travail en vue de pérenniser leurs activités pour une intégration socio-économique durable.  |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. **Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.**

Aucun ajustement financier n’a été effectué ($ 0)

1. **Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.**

Une demande d’extension sans coût jusqu’au 30 juin 2022 a été accepté par le PBSO en octobre 2021. Les mesures restrictives instaurées par le gouvernement du Tchad pour lutter contre la propagation de la COVID-19, à savoir la limitation du nombre des participants aux activités (50 personnes au maximum pour la formation) ont occasionné du retard dans la mise en œuvre des activités ci-après : (i) la formation des promoteurs de la paix et les membres des plateformes de protection des droits humains au niveau communautaire ; (ii) la mobilisation sociale/dialogues communautaires et (iii) la formation des jeunes hommes et femmes, et des femmes sur les petits métiers (couture, mécanique et culture maraichère) et sur les techniques de gestion des AGR. Enfin, la campagne électorale suivi du décès du défunt président Idriss Deby Itno en avril 2021, et les troubles sociaux subséquent ont contribué au ralentissement de la mise en œuvre de certaines activités. Ces délais ont nécessité la prolongation de la durée des accords avec les partenaires de mise en œuvre en vue de rattraper le retard et atteindre les résultats escomptés. Sur la base du chronogramme de travail accéléré, la mise en œuvre des activités se poursuivra dans le strict respect des mesures barrières contre la COVID-19.

De même, la demande d’extension sans coût permettra de mieux (i) appuyer le Ministère de la Femme et de la Protection de la Petite Enfance dans l’élaboration et validation du PAN 1325 avec l’appui de la Coopération Suisse comme annoncé dans les rapports précédents et (ii) préparer et réaliser l’évaluation finale des activités mises en œuvre dans le cadre de ce projet.

1. **Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :**

[ ]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[ ]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[ ]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[ ]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser) : N/A

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liée à la pandémie, etc.*)

N/A

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS :**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ Milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**L’environnement légal favorable contribue à la participation des jeunes femmes et des hommes et des femmes à la gouvernance locale pour la consolidation de la paix | Indicateur 1.1Nombre de jeunes filles, garçons, femmes, hommes et de personnes déplacées et/ou autochtones engagés dans la gouvernance locale, l’accès à la justice et au processus de consolidation de la paix dans les dix arrondissements de la ville de N’Djamena et | Niveau de référence : 1 200* Dix arrondissements de la ville de N’Djamena : 100 filles, 100 garçons, 100 femmes, 100 hommes et 100 personnes déplacées âgées de 17 à 35 ans.
* Quatre arrondissements de la ville de Moundou 500 filles, 500 garçons, 500 femmes, 500 hommes et 100 personnes déplacées âgées de 17 à 35 ans
 | 20 000 :* Dix arrondissements de la ville de N’Djamena : 2 500 filles, 2 500 garçons, 2 000 femmes, 1 500 hommes et 1 500 personnes déplacées âgées de 17 à 35 ans. Total : 10 000
* Quatre arrondissements de la ville de Moundou
* 2 000 filles, 2 000 garçons, 2 000 femmes, 500 hommes et 500 personnes déplacées
 | 9 986 jeunes répartis comme suit :- N’Djaména : 776 filles, 1 182 garçons, 1 262 femmes et 1 490 hommes- Moundou : 512 filles, 711 garçons, 968 femmes et 870 hommes- Bol :  352 filles, 316 garçons, 790 femmes et 757 hommes  | 9 401 + 9 986=19 387 jeunes répartis comme suit :* N’Djaména :

Filles : 473 + 776=1 249Garçons : 697 + 1 182=1 879Femmes : 1243 + 1 262 = 2 505Hommes : 2 100 + 1 490=3 590* Moundou :

Filles : 286 + 512=798Garçons : 310 + 711=1 021Femmes : 771 + 968=1 739Hommes : 1 282 + 870=2 152* Bol :

Filles : 230 + 352=582Garçons : 248 + 316=564Femmes : 747 + 790=1 537Hommes : 1 014 + 757=1 771 | N/A |
| Produit 1.1L’opérationnalisation des résolutions 1325-2250 et des stratégies nationales du Genre et de la jeunesse favorise la participation des jeunes, femmes et hommes y compris des personnes déplacées à la gouvernance locale, à l’accès à la justice et au processus de consolidation de la paix à N’Djamena,  | Indicateur 1.1.1Nombre de politiques sectorielles opérationnelles à différents niveaux (ministériel, régional, municipal), ayant intégré les dispositions des résolutions 1325-2250 et des stratégies nationales du Genre et de la jeunesse | 0 | * 6 (dont 01 Plan d’action du ministère de la Femme et de la Protection de petite enfance, 1 plan d’action du ministère de la Jeunesse et des Sports, 1 PDC de la Mairie de N’Djamena
* 1 PDC de la Mairie de Bol et Bagasola, 1 PDR de la province du Lac, 1 PDC de la Mairie de N’Djamena, 1 PDC de la Mairie de Moundou).
 | 1 | 1 | Le plan quinquennal de la politique de la jeunesse au Tchad intégrant la résolution 2250 a été validé en janvier 2021. Les ateliers de préparation de la validation du PAN 1325 commencés en janvier 2021, se poursuivent en ce moment.  |
| Indicateur 1.1.2Nombre de propositions d’idées développées par les jeunes femmes et hommes, femmes et hommes et pris en compte au sein des instances de prise de décision au niveau central et décentralisé | 0 | 50* Dix arrondissements de la ville de N’Djamena : Total : 15
* Quatre arrondissements de la ville de Moundou

Total : 15* Département de Kaya :

Total : 10* Département de Fouli :

Total : 5* Département de Mamdi Total : 5
 | 18 initiatives réparties comme suit :N’Djaména : 11Moundou : 7Bol : 0 | 18 initiatives :N'Djaména : 11Moundou : 7Bol : 0 | Avec la réception de la deuxième tranche et l’approbation de l’extension du projet, les activités se poursuivront pour l’atteinte de la cible. |
| Produit 1.2Les leaders de la société civile, les jeunes femmes et hommes y compris les femmes connaissent les processus et procédures légales de participation citoyenne et engagent des initiatives pour la cohésion sociale et à la prise de décision au sein des espaces de gouvernance locale à N’Djamena, à Moundou | Indicateur 1.2.1Pourcentage de leaders de la société civile, des hommes et de femmes, les jeunes femmes et jeunes hommes, personnes déplacées qui comprennent les processus et procédures légales de participation citoyenneNombre d’hommes, de femmes, jeunes femmes et | TBD 500 dans la province du Lac | * 70 % des 20 000 personnes ciblées, dont 50 % de femmes et jeunes femmes
* 3 120 dans les trois départements de la province du Lac
 | ND (dans l'attente de la base de données d’évaluation finale) | 0 | Le résultat de cette activité ne sera évalué qu'avec l'évaluation finale du projet.  |
|   |
|  | Indicateur 1.2.2Pourcentage de leaders de la société civile, des hommes et femmes, jeunes femmes et hommes et personnes déplacées qui participent activement à la cohésion sociale et aux espaces communautaires de gouvernance locale | TBD | 80% des 20 000 personnes ciblées, dont 60% de femmes et jeunes femmes | ND (dans l'attente de la base de données) | 0 | Le résultat de cette activité sera mesuré avec l'évaluation finale du projet. |
| Produit 1.3Les mécanismes de prise de décision locale, la justice et la cohésion sociale sont améliorés à N’Djamena, à Moundou et dans la région du Lac par des instances de dialogues communautaires qui fonctionnent de manière participative, inclusive et dans le respect de l’équité et des droits humains fondamentaux | Indicateur 1.3.1Mode de fonctionnement des instances de dialogue communautaires dans les trois départements de la région du Lac et les 04 arrondissements de Moundou et 10 arrondissements de N’Djaména | Fonctionnement peu inclusif. | Fonctionnement inclusif et participatif | Processus en cours- Fonctionnement inclusif et participatif en cours d’amélioration  | Processus en cours- Fonctionnement en cours d’amélioration en termes d’inclusion et de participation. | Le résultat de cette activité sera mesuré avec l'évaluation finale du projet. |
| Indicateur 1.3.2Nombre de propositions d’initiatives locales portées par les jeunes et les femmes et pris en compte et mis en œuvre par les mécanismes de prise de décision dans les Villes de N’Djamena, Moundou et des trois départements de la province du Lac | 0 | Cible : 55 * Dix arrondissements de la ville de N’Djamena : 7 initiatives jeunes femmes, 4 initiatives jeunes hommes, 7 femmes, 1 homme et 1 initiative pour les personnes déplacées âgées de 18 à 35 ans.

Total : 20 initiatives* Quatre arrondissements de la ville de Moundou
* 7 initiatives jeunes femmes, 4 initiatives jeunes hommes, 7 initiatives femmes, 1 initiative homme et personnes déplacées âgées de 18 à 35 ans.
 | 18 initiatives réparties comme suit : N’Djaména : 11 Moundou : 7 Bol : 0 | 18 initiatives réparties comme suit : N’Djaména : 11 Moundou : 7 Bol : 0 | Avec la réception de la deuxième tranche et l’approbation de l’extension du projet, les activités se poursuivront pour l’atteinte de la cible. |
| **Résultat 2**Les autorités, les acteurs locaux et la communauté en général (20.0000 bénéficiaires), les jeunes femmes et hommes, les femmes sont sensibilisées et mieux outillées pour être les agents catalyseurs de la culture de paix, la résolution pacifique des conflits intercommunautaires, le brassage intercommunautaire  | Indicateur 2.1Capacités techniques et opérationnelles des chefs traditionnels et religieux, des jeunes filles et garçons, des femmes et des hommes à prévenir/résoudre les conflits dans la ville de N’Djamena, Moundou et dans les trois départements de la région du Lac | Faible | Élevée | **Moyen** 665 leaders communautaires, membres des organisations des femmes, enseignants, etc., répartis comme suit :-N’Djaména :  102 Filles, 175 garçons, 47 femmes et 11 hommes- Moundou : 74 filles, 112 garçons, 15 femmes et 5 hommes* Bol :

 40 filles, 70 garçons, 12 femmes et 2 hommes | **Moyen**3 011+665=3 676 répartis comme suit :* N’Djaména :

Filles : 46+102=148Garçons : 38+175=213Femmes : 397+47=444Hommes : 837+11=848* Moundou :

Filles : 36+74=110Garçons :64+112= 176Femmes : 224+15=239Hommes : 806+5=811* Bol :

Filles : 24+40=64Garçons : 45+70=115Femmes : 164+12=176Hommes : 330+2=332 | Avec la réception de la deuxième tranche et l’approbation de l’extension du projet, les activités se poursuivront pour l’atteinte de la cible. |
| Produit 2.1Les acteurs locaux, les jeunes filles et garçons, des hommes et des femmes ont des compétences davantage accrues pour promouvoir un dialogue constructif, une participation inclusive aux mécanismes de gouvernance locale, de prévention et de résolution de conflits. | Indicateur 2.1.1Nombre d’initiatives communautaires initiées par les chefs traditionnels et religieux, des jeunes femmes et hommes, des femmes et des hommes pour le dialogue intercommunautaire et la promotion de la cohésion sociale au niveau local. | 121 (dont 50 dans la ville de N’Djamena, 25 Moundou et 17 Fouli, 25, Kaya, 29 Mamdi). | Cible : 500 (dont 200 dans les dix arrondissements de la ville de N’Djamena et 50 Kaya, 100 Fouli, 50 Mamdi, 100 à Moundou) | 18 répartis comme suit :* N’Djamena : 11
* Moundou : 7
* Bol : 0
 | 349 +18=367 répartis comme suit :* N’Djamena : 124+11=135
* Moundou : 138+7=145
* Bol : 87
 | Avec la réception de la deuxième tranche et l’approbation de l’extension du projet, les activités se poursuivront pour l’atteinte de la cible. |
| Produit 2.2Les jeunes femmes et hommes, les femmes ainsi que les autres acteurs communautaires sensibilisés promeuvent et contribuent à la résolution pacifique des conflits intercommunautaire, le brassage intercommunautaire en vue de la consolidation de la paix et affirment leur leadership | Indicateur 2.2.1Nombre de personnes/groupes de personnes sensibilisées, ayant des capacités renforcées sur l’importance de la cohésion sociale et participant activement aux mécanismes communautaires de prévention et de résolution des conflits intercommunautaires dan | TBD | Cible : 20 000 * Quatre arrondissements de la ville de Moundou

2 000 jeunes femmes, 1 000 jeunes hommes, 2 000 femmes, 500 hommes et 1 000 personnes déplacées âgés de 17 à 35 ansTotal : 6 500* Kaya : 600 jeunes femmes, 500 jeunes hommes, 500 femmes, 500 hommes et 500 personnes déplacées âgés de 17 à 35 ans
 |  8,444 personnes, dont 20,40% des jeunes filles répartis comme suit :- Moundou : 545 jeunes femmes, 523 jeunes hommes, 999 femmes et 645 hommes- N’Djaména : 965 jeunes femmes, 945 jeunes hommes, 1,203 femmes et 859 hommes- Lac :  210 jeunes femmes, 219 jeunes hommes, 777 femmes et 554 hommes. | 44 902 +8,444 =53,346 jeunes dont 28,43% des femmes et des filles répartis comme suit :* Moundou

Filles : 2 595+545=3 140 Garçons : 3 344+523=3 867Femmes : 4 016+999=5 015Hommes : 5 789+645=6 434N’Djamena :Filles : 2 766+965=3 731 Garçons : 2 872+945=3 817Femmes : 4 428 +1 203 =5 631Hommes : 5 329+859=6 188* Lac :

Filles : 2 736+210=2 946 Garçons : 2 798+219=3 017Femmes : 3 742+777=4 519Hommes : 2 485+554 = 3 039 | Avec la réception de la deuxième tranche et l’approbation de l’extension du projet, les activités se poursuivront pour l’atteinte de la cible. |
| Indicateur 2.2.2Nombre d’associations de jeunes filles, garçons, femmes et personnes en situation de déplacement qui sont engagées au niveau local pour la cohésion sociale, la gouvernance locale, l’accès à la justice et la paix. | 0 | Cible : 120* Quatre arrondissements de la ville de Moundou

1er arrondissement : 202ème arrondissement : 203ème arrondissement : 204ème arrondissement : 20Dix arrondissements de la ville de N’Djamena : 100* Quatre départements de la province du Lac

Kaya : 05Fouli : 05Mamdi : 10 | 0 réparties comme suit : - Moundou :0- N’Djaména : 0- Bol: 0 | 170 répartis comme suit :* Moundou : 55
* N’Djamena : 80
* Bol : 35
 | N/A |
| **Résultat 3**La coordination et communication autour du portefeuille PBF facilite l’atteinte des résultats attendus, à travers une orientation stratégique et un cadre de suivi et évaluation renforcés | Indicateur 3.1.Nombre de rapports sur les orientations stratégiques et techniques du Groupe technique de coordination et du Comite consultatif | 0 | 8 rapports (Un rapport trimestriel du Groupe technique de coordination et/ou du comité consultatif fournissant des recommandations stratégiques et techniques durant la mise en œuvre du portefeuille PBF) | 9 | 16 | Rapports stratégiques annuels, et rapports périodiques des agences |
| Indicateur 3.2% des membres du cadre de coordination à même de contrôler et guider efficacement les interventions du PBF | 0% | 100% | 50% | 100% |  |
| Indicateur 3.3Taux de décaissement conforme aux critères de PBSO | 0% | 80% | 30% | 58% | Cet indic est difficile a mesurer car il est toujours influencé par les nouveaux projets |
| Produit 3.1L’unité de coordination du Fonds est opérationnelle et les partenaires nationaux, partenaires d’exécution et les bénéficiaires sont mieux familiarisés avec les acquis des projets PBF  | Indicateur 3.1.1Nombre de rapports mandataires soumis à échéances régulières | 0 rapport mandataire soumis pour le portefeuille PBF 2018 - 2021 | 30 | 7 | 24 | Rapports de progrès (6 projets en cours) et rapport stratégique annuel 2021 |
| Indicateur 3.1.2% des membres du cadre de coordination à même de contrôler et guider efficacement les interventions du PBF | 0% | 100% | 100% | 100% |  |
| Produit 3.2Le suivi et l’évaluation du portefeuille PBF est efficace et facilite l’atteinte des résultats attendus des interventions financés par le PBF | Indicateur 3.2.1Un cadre de coordination stratégique et technique du projet est mis en place | Groupe technique de Coordination et le Comité consultatif en cours d’établissement | Un Groupe technique de Coordination et le Comité consultatif mis en place | Un Groupe technique de Coordination et le Comité consultatif mis en place | Un Groupe technique de Coordination et le Comité consultatif mis en place | Dans le but de mieux définir cet indicateur, des comités techniques de projet individuels sont mis en place. Le Copil est en place également pour le portefeuille dans son ensemble. |
| Indicateur 3.2.2Le système de S&E du portefeuille PBF est mis en place et utilisé pour les rapports de progrès auprès des membres du cadre de coordination et PBSO | Système S&E en cours d’établissement | 8 rapports de progrès (les membres du cadre de coordination et PBSO reçoivent régulièrement les rapports sur les progrès et les contraintes du portefeuille PBF, et apportent des ajustements) | 7 | 28 |  |
| Produit 3.3Une communication efficace est assurée autour des résultats obtenus par les projets et la visibilité de PBF est assurée au Tchad auprès des bailleurs de fonds, des bénéficiaires et des partenaires techniques et financiers. | Indicateur 3.3.1Nombre de bulletins d’informations réguliers sont produits à l’intention des partenaires nationaux, des partenaires d’exécution, des agences et programmes des Nations Unies intervenant au Tchad | 0 | * 8 bulletins produits et disséminés
* Fiches projets disponibles pour tous les projets
* Note d’information sur le portefeuille PBF disponible
 | 0 | 0 | Absence de la personne en charge.  |

1. Ce chiffre prend en compte l’ensemble des acteurs engagés sur les produits du résultat 1 (180 leaders, 205 acteurs jeunes et 99 personnes engagés dans les bureau d’aide juridique). [↑](#footnote-ref-2)
2. Ce chiffre prend en compte l’ensemble des responsables des associations des femmes et des jeunes engagés sur le résultat 1 (410 acteurs des fora); et le résultat 2 (50 jeunes formés en AGR). [↑](#footnote-ref-3)
3. Ce chiffre prend en compte toutes les personnes sensibilisées sur le résultat 1 (**7 213** personnes: 2 543 hommes; 2 313 femmes; 1 526 jeunes hommes et 831 jeunes femmes); et (**2 773** personnes: 574 hommes; 707 femmes; 683 jeunes hommes et 809 jeunes femmes) et le résultat 2 (**8 444** personnes: 2 058 hommes; 2 979 hommes; 1 687 jeunes hommes et 1 720 jeunes femmes). [↑](#footnote-ref-4)